



GABEGIE DES BANQUES ET DE L'ETAT :

Ce n'est pas aux salariés de payer l'addition.

CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 – Mail : cgt@inra.fr

Comme en Espagne, en Italie, au Portugal et en Grèce, c'est maintenant, conformément aux diktats des marchés financiers, de l'Union européenne et de ses relais institutionnels, au tour de notre pays de subir une succession et une amplification de plans d'austérités et de mesures antisociales. Le troisième plan d'austérité en moins de 3 mois de Fillon décidé le 07 novembre 2011 et renforcé le 14 novembre, cherche encore et toujours à faire payer par les salariés la dette dont seuls le gouvernement et les politiques libérales sont responsables.

Parmi les mesures prises le 7 novembre sont prévus :

- Gel du montant de la plupart des prestations sociales et indexation de ces prestations sur une hypothétique croissance attendue.
- Hausse à 7% du taux réduit de la TVA (sauf produits dits de première nécessité), avec pour conséquence, les titres de transport, les livres, les cantines scolaires, les restaurants d'entreprise, la rénovation des logements plus chers.
- Augmentation des impôts par le biais de la désindexation des barèmes. Les maigres augmentations salariales feront alors basculer des milliers de contribuables dans la tranche supérieure. Cela représente une augmentation conséquente pour un salarié au smic lorsqu'il est soumis à l'impôt sur le revenu.
- Nouvelles attaques, sous le couvert fallacieux de lutter contre la fraude à la protection sociale :
 - Contre la Sécurité Sociale et le droit à la santé par l'instauration d'un 4^{ème} jour de carence pour les salariés du privé
 - Contre le statut de fonctionnaire par l'instauration d'un jour de carence pour les fonctionnaires
- Durcissement de la mise en oeuvre de la contre réforme des retraites en avançant dès 2017 les mesures prévues pour 2018.

Sans oublier les mesures de régression qui s'ajoutent à ce plan :

- Les coupes budgétaires dans l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche, la culture et tous les services publics.
- Les attaques frontales contre le service public de la formation (AFPA, GRETA, CNAM).
- Les attaques contre les conventions collectives, contre le statut dont le récent projet de décret gouvernemental d'évaluation des enseignants est un nouvel exemple, projet dont nous demandons le retrait.

Dans son discours à Toulon (1^{er} déc.) le chef de l'Etat en a encore rajouté dans ces attaques contre les salariés brocardant les 35h et la retraite à 60 ans : il a demandé à nouveau des « efforts » aux salariés comme si les salariés (et non les banques) étaient à l'origine de la crise... Il prône « la levée des tabous qui freinent la compétitivité des entreprises françaises ». Culot des culots, il fixe un sommet « social » (une réunion solennelle avec les syndicats !) en janvier, comme si on ne le voyait pas venir avec ses gros sabots de candidat à un deuxième mandat qui veut nous faire croire qu'il écoute les salariés alors que pleuvent les mesures anti-sociales qu'il a décidées ! La CGT n'a rien à faire là-dedans, y aller c'est faire son jeu !

En effet, pendant que les salariés s'usent au travail, le gouvernement continue à distribuer les cadeaux fiscaux aux riches, les exonérations de cotisations sociales toujours plus importantes pour les patrons, mais aussi pour les grands groupes de services et industriels. Ces mesures prises à l'égard du patronat et des banques d'affaires ont eu pour conséquence de diminuer dans des proportions très importantes les recettes de l'Etat et de faire s'envoler le déficit (et donc la dette) pendant la mandature du gouvernement Sarkozy-Fillon (+85 milliards d'euros). Sans parler de la dette qui dorénavant s'élève à près de 1 700 milliards d'euros.

Le gouvernement et les organismes financiers sont seuls responsables de la dette et cette dette n'est en aucune sorte celle des salariés qui en sont tous victimes.

**NON À L'AUSTÉRITÉ,
ANNULATION DU PLAN SARKOZY-FILLON ET DE TOUTES SES MESURES !**

*Les travailleurs de Grande Bretagne nous montrent la voie :
c'est tous ensemble vers une grève interprofessionnelle que nous devons aller.*